

# Séparatismes : la FPF publie une tribune critique dans les Échos

Le protestantisme français critique le projet de loi, devant être présenté au conseil des ministres le 9 décembre 2020 et « renforçant les principes républicains » : une loi peu attractive pour l'islam, limitante et intrusive pour le protestantisme, l'un des principaux cultes concernés par le nombre des associations cultuelles.



Fédération  
protestante  
de France

## TRIBUNE

Très concerné par ce projet de loi modifiant profondément une loi dont il a été un des plus fidèles soutiens, le protestantisme français constitue environ les deux tiers des associations cultuelles 1905.

Alors que le projet de loi voudrait rendre attractive la loi 1905 pour enfin donner un cadre législatif à l'islam français, qui ne demande que cela depuis tant d'années, il ne satisfait personne. La lutte contre les séparatismes et la réponse

apportée à la menace d'un Islam radical qui motivaient ce projet ne peuvent se réduire à ce seul texte.

Voici pourquoi le protestantisme français ne se reconnaît pas dans un texte limitant la liberté de culte et principalement la sienne, et qui ne répond pas aux objectifs visés.

## **Contrôle accru de l'État sur la vie associative**

Les lois de 1901 et 1905 étaient caractérisées par leur libéralisme, auquel tenaient beaucoup leurs auteurs respectifs : elles reposent sur la responsabilisation des instances des associations. Le projet de loi revient fortement sur une telle orientation, en développant le contrôle de l'État sur la vie associative. Cette accentuation porte sur certains points seulement pour les associations 1901 sans lien avec les cultes, mais est très forte pour les associations à objet cultuel. Quelle est la motivation d'une telle distinction, quand on sait que la plupart des associations à objet cultuel d'une part ne sont au bénéfice d'aucune aide publique, directe ou indirecte, et d'autre part ne participent ni ne contribuent aux actions terroristes, réprimées à juste titre ? Augmenter les contraintes et charges administratives des associations ne peut que rendre plus difficile leur fonctionnement.

## **Accroissement de la politique de surveillance et de contrainte, inutile et inadaptée**

Le projet de loi accroît la politique de surveillance et de contrainte et prévoit notamment de revenir en arrière, à un contrôle par le préfet de la qualité d'association cultuelle, semblable à celui déjà mis en œuvre entre 1988 et 2007. L'expérience a montré alors que soit les lourds dossiers établis par les associations cultuelles ne pouvaient pas être examinés par les préfetures, faute de personnel suffisant,

soit que l'examen de ces dernières pouvait s'arrêter à des détails insignifiants (telle la remise en cause de la qualité de cultuelle sous le prétexte de l'existence de repas paroissiaux !). Or depuis cette précédente expérience, elles n'ont pas bénéficié d'augmentation du nombre des fonctionnaires, bien au contraire. Pourquoi revenir à une expérience qui a montré dans la plupart des cas soit son inutilité soit son inadaptation ?

On peut aussi se demander pourquoi est créée toute une procédure de déclaration et de contrôle relative aux fonds provenant, directement ou indirectement, de l'étranger, mais pour les seules associations à objet cultuel : de tels flux n'existent-ils pas aussi, et pour des montants bien plus élevés, pour d'autres domaines ?

## **Intrusion dans l'autonomie interne des Cultes**

Le projet de loi veut introduire dans tous les statuts des associations cultuelles des dispositions sur certaines règles de fonctionnement, notamment relatives aux ministres du culte. Mais pour un grand nombre d'associations cultuelles, certaines règles régissant chacune d'elles ne relèvent pas de ses statuts : ces associations peuvent aussi reconnaître l'importance d'autres textes de référence, qui relèvent de leur union nationale, voire d'une autre autorité. Et l'article 4 de la loi de 1905 les oblige (à juste titre) à se conformer aux règles d'organisation générale de leur culte. Ainsi une telle demande – tout à fait nouvelle – méconnaîtrait l'autonomie interne des cultes, pour autant régulièrement affirmée par la Cour Européenne des Droits de l'Homme.

Par cette tribune, le protestantisme français demande qu'avant la publication des décrets une réelle et constructive concertation ait lieu, car c'est dans le détail de leurs énoncés que se vérifieront le pragmatisme et l'équité de la

loi.

Nous devons rappeler que cette loi 1905, brandie comme un étendard par les tenants d'une laïcité restrictive de la liberté de culte, est en réalité une loi de liberté qui établit les termes du culte public. S'il n'avait été question en 1905 que du culte assigné à la sphère privée comme on le comprend trop souvent encore aujourd'hui, 115 ans après, point n'eut été besoin d'une telle loi. Cette loi rappelle en effet que si la République est laïque, la société elle-même dans son organisation ne l'est pas et doit être le lieu de la libre expression de tous les cultes. Les cultes signent par leur présence dans la société les deux dimensions qui se conjuguent : celle horizontale de la fraternité et celle verticale de la spiritualité.

*Pasteur François Clavairolly,  
Président de la Fédération protestante de France*

*Jean-Daniel Roque,  
Président de la commission Droit et liberté religieuse de la  
Fédération protestante de France*

---

## **Une réflexion sur «les fruits du Défap»**

S'il n'est pas rare de s'interroger sur les «fruits de la Mission» ou de l'œuvre missionnaire, cette interrogation renvoie le plus fréquemment, dans le milieu protestant, à l'héritage de la Société des Missions Évangéliques de Paris. Que dire alors du

Défap, né en 1971 et qui fête son cinquantenaire en 2021 ? De quelle spécificité peut-il se prévaloir ? L'article que nous reproduisons ci-dessous a été présenté par Gilles Vidal, professeur d'Histoire du christianisme à l'époque contemporaine à l'institut protestant de théologie de Montpellier, lors de l'AG du Défap du 30 mars 2019 : reprenant la réflexion sur les «fruits de la mission» visibles aujourd'hui à travers le Défap, il évoque ici les «enfants de la mission», les rencontres permises grâce aux activités et aux échanges du Défap, et la mémoire : «non seulement la mémoire des missionnaires européens, mais la mémoire des peuples et des Églises qui font partie de l'histoire et du présent du Défap».



*Gilles Vidal (à droite) lors de l'après-midi de l'AG du Défap consacrée aux «fruits de la mission»*

## **Premier fruit : nos enfants**

Le premier fruit du Défap est à comprendre au sens très concret, celui de nos entrailles : ce sont nos enfants. Je m'explique : dans beaucoup de pays, on ne dit pas le Défap mais la Défap, preuve qu'il y a un féminin possible à cette

vénérable institution. La Défap a donné naissance à beaucoup d'enfants. Telle Abraham, sa postérité est nombreuse et répandue sur toute la terre. Ce sont :

- des enfants de missionnaires, de coopérants ou d'envoyés Outre-Mer qui sont nés ou ont grandi dans un pays étranger,
- des enfants qui sont nés de couples dont l'un des conjoints est envoyé du Défap, l'autre issu de l'Église d'accueil partenaire d'un autre pays
- des enfants de boursiers ou d'envoyés d'Outre-Mer par des Églises-sœurs –expression qui démontre qu'il faut une mère !– nés en France, ils sont enfants du Défap...

Quelle est la particularité de ces enfants ? Ce sont naturellement les plus beaux, les plus intelligents car ce sont les nôtres, c'est entendu. Mais surtout ce sont des enfants qui ont eu une immense chance – ils le disent eux-mêmes– d'avoir pu faire l'expérience de l'autre/Autre. Et ils se caractérisent généralement par :

- une certaine ouverture d'esprit,
- une grande sensibilité à l'altérité,
- un sens aigu de la solidarité, du partage, de la justice en luttant contre le racisme par exemple,
- une véritable tendance à relativiser certaines valeurs comme l'attachement aux biens matériels : après un cyclone ou une alerte au Tsunami, ils sont contents d'être vivants et tant pis si quelques affaires ont disparu...

D'un point de vue théologique, ces enfants du Défap me rappellent la métaphore qu'utilisait Calvin pour désigner l'Église : *«si l'incarnation du Christ est bien le moyen singulier et premier par lequel Dieu s'accommode à nous, l'Église est un des moyens extérieurs ou secondaires par lesquels Dieu s'approche et se rend accessible.»* L'Église est pour Calvin *«la société où la foi peut naître, se nourrir et*

*se renforcer, grâce à la double médiation de la parole et des sacrements, même si Dieu reste naturellement libre de communiquer sa grâce sans passer par l'Église (1).»*

Bien sûr, le Défap n'est pas une Église, mais au service des Églises, et il porte des fruits, dans cette même fonction de matrice qui est celle de l'Église : il nourrit, protège, éduque, soigne des enfants au sens très concret comme au sens spirituel. Ici, chez nous, et là-bas.

Des enfants qui s'engagent pour un monde plus fraternel ou, à tout le moins, plus solidaire et plus juste. Voilà le premier fruit du Défap, nos enfants, notre richesse.

## **Deuxième fruit : nos rencontres**

Toute personne fréquentant le Défap à un moment ou à un autre, à quel titre que ce soit, fait des rencontres sur deux plans : personnels et communautaires.

Où puis-je, dans la même journée, croiser la Ministre de l'Éducation du Togo, le fils d'un ancien missionnaire de Nouvelle-Calédonie, un pasteur du Sud-Ouest (dont la mère est née au Lesotho), une femme pasteur hongroise, un professeur d'histoire cévenol ? Au 102 Bd Arago ! John Wesley a dit «le monde entier est ma paroisse», on peut le paraphraser sans honte : «le monde entier est au Défap» !

Parlons d'abord des rencontres personnelles :

- qui, parmi les envoyés, ou anciens envoyés, n'a pas noué de relations amicales, et même plus qu'amicales, fraternelles avec des personnes d'autres Églises au service duquel il ou elle se trouvait ? Des relations intenses, qui durent, se transmettent même sur plusieurs générations. Il s'agit ici de relations transnationales.
- mais les envoyés sont rarement isolés, dans leur Église ou institution d'accueil. Se nouent ici encore de solides amitiés entre envoyés et leurs familles : ceux

qui sont là quand on arrive, ceux qui là sont en même temps, ceux qui prennent la suite... Ces amitiés, il s'agit ici de relations infranationales, peuvent aussi durer longtemps, prendre parfois la forme de réseaux, agacer même car cela peut faire un peu penser aux Anciens Combattants : il y a les anciens du Togo, de Madagascar, de la Calédonie, etc. Ces rencontres, ces amitiés qui sont aussi le fruit du Défap, sont inestimables, sans lui, elles n'auraient pas pu avoir lieu et l'on serait passé à côté de tant de «belles personnes» comme disent les Québécois.

Abordons ensuite les rencontres communautaires :

En effet, à travers le Défap, ce sont des Églises, des paroisses, des écoles ou Facultés, des hôpitaux, des orphelinats ou autres lieux que l'on fréquente. Des familles se créent, avec leurs temps de joie comme leurs temps d'épreuve. Et la rencontre se fait dans les deux sens : les boursiers du Défap ici – que l'on pense au programme ABS mis en place après les Accords de Matignon en 1988 – les envoyés, là-bas. Là encore ce type de rencontre est inestimable : il peut être drôle, il peut être solennel, il peut être tragique, marqué par le deuil : Je pourrai ici partager, si nous en avons le temps, bien des expériences d'une incroyable richesse humaine et spirituelle...

D'un point de vue théologique, l'on pourrait observer ici que tous les liens créés par ces rencontres qui relèvent de l'interculturalité ne sont pas si exceptionnels. Bien des expatriés, bien des fonctionnaires du Ministère des Affaires Étrangères ou de personnes travaillant dans les multinationales connaissent ce type d'expériences. Après tout, nous ne faisons que prendre part à la fraternité universelle et sa diversité qui fait que *«tout être humain est appelé à entrer dans la dynamique de l'amour, du don et de la libération. Donner et recevoir, participer aux échanges, vivre la réciprocité et entrer dans la dynamique du don, voilà ce*

*qui est souhaité dans les sociétés humaines (2)»* comme l'exprime le professeur Pierre Diarra.

Certes, mais pour le Défap, celui ou celle qui vit ces rencontres se situe dans la conscience de faire partie d'un ensemble plus vaste que la fraternité humaine : l'Église universelle qui va *«au-delà du don et du contre-don, au delà de la réciprocité ... pour tendre vers la gratuité manifestée en Jésus-Christ (3)»*. La mission vécue dans la rencontre devient relève alors de l'ordre de la grâce.

Ces rencontres appellent de la part de tous la plus haute vigilance : il s'agit d'éviter les réflexes identitaires, les replis communautaristes, et l'agacement de celles et ceux qui critiquent les Anciens combattants de la mission est on ne peut plus légitime si ces derniers vivent leurs relations sur un mode exclusiviste.

La rencontre, personnelle ou communautaire, amène forcément à un déplacement, culturel certes, mais fondamentalement vécu sur la toile de fond de l'Église universelle. Elle conduit à un déplacement dans la foi, à une «intranquilité» pour reprendre l'expression de Marion Muller-Colard : *«Intranquille est-on lorsque l'on se laisse regarder dans les yeux et interroger jusqu'au fond de soi-même par la parole singulière d'un autre. Et souvent, cet autre qui nous retourne n'était pas celui attendu (4).»*

Ce deuxième fruit du Défap, la rencontre, nous déplace et nous décentre dans notre foi.

## **Troisième fruit : notre mémoire**

Le troisième fruit du Défap que je nous engage à croquer sans modération est la mémoire. Non seulement la mémoire missionnaire, mais la mémoire des missionnaires. Non seulement la mémoire des missionnaires européens, mais la mémoire des peuples et des Églises qui font partie de l'histoire et du présent du Défap.

Qui aujourd'hui, dans l'immédiateté induite et encouragée par la technologie omniprésente dans notre société, se soucie du passé et des enseignements que l'on peut en tirer ? Et pourtant... Le Défap, par sa bibliothèque, ne porte pas un fruit, mais constitue une véritable plantation de fruits exotiques cultivés avec soin par notre bibliothécaire d'une main experte ! C'est le paradis des linguistes et des anthropologues qui pourront trouver dictionnaires, grammaires, iconographie rare, parfois unique. Le paradis des historiens ayant accès aux témoignages des institutions et des personnes, parfois à leur intimité, ce qui est très émouvant. Le paradis des théologiens devant la montagne de Bibles, catéchismes, recueils de chants d'Églises du monde entier, dans des langues inimaginables.

D'un point de vue théologique, cette immense richesse, ce «trésor caché» pour paraphraser l'Évangile se trouve là, sous nos pieds, dans les tréfonds et au rez-de-chaussée du Défap. Dans son commentaire du célèbre texte de Mat. 28, *«Allez et de toutes les nations, faites des disciples»*, le théologien Jacques Mathey donne un sens très particulier à ce «Allez». Il écrit ceci : *«Allez, cela signifie-t-il partir au bout de monde ? C'est sûrement l'une des significations du texte... mais peut-être pas la première comme le montre la comparaison avec Mat. 9,9-13. Jésus et les disciples y mangent avec des gens de mauvaise vie. Les Pharisiens [...] critiquent Jésus [...] qui s'adresse à tous en disant "Allez et apprenez que Dieu veut la miséricorde et le sacrifice". Allez, c'est exactement le même verbe que dans notre texte [...] il signifie : restez là où vous êtes, mais vivez différemment, changez d'optique. Apprenez à voir les choses sous l'angle de Dieu. Matthieu 28 concerne la mission au près autant qu'au loin (5)»*.

Voilà donc le troisième fruit du Défap, cette mémoire – très bien – conservée qui affleure et donne accès au savoir distancé, mais toujours bien vivant. Savoir sur soi-même, savoir sur les autres, savoir sur l'Autre. Trois savoirs qui

rendent confiants pour l'avenir de la mission.

Mais il est temps de conclure. Pour être en bonne santé, les médecins recommandent cinq fruits et légumes par jour. J'en ai proposé trois à savourer délicieusement :

- nos enfants et leur souci d'ouverture, de tolérance et de justice,
- nos rencontres qui rendent concrètes l'Église universelle,
- notre mémoire qui nous oblige à changer notre regard et à apprendre sans cesse du passé pour vivre l'espérance.

*Gilles Vidal, Institut Protestant de Théologie – Faculté de  
Montpellier  
30 mars 2019*

<sup>(1)</sup> Emidio Campi, « Jean Calvin et l'unité de l'Église », *Études Théologiques et Religieuses* 2009/3, p. 4. En ligne : [www.cairn.info](http://www.cairn.info)

<sup>(2)</sup> Pierre Diarra, *Évangéliser aujourd'hui, Le sens de la mission*, Paris, 2018, Edition Mame, p. 32.

<sup>(3)</sup> Ibidem

<sup>(4)</sup> Marion Muller-Colard, *L'intranquillité*, Paris, Bayard, 2016, p.86

<sup>(5)</sup> Jacques Mathey, *Vivre et partager l'Évangile. Mission et témoignage, un défi*, Brière, Cabédita, 2017, p. 82.

---

**Garder l'esprit et les yeux  
ouverts**



# En confinement, chanter et prier ensemble

Comment garder le lien au sein des Églises en période de confinement ? Des ressources existent pour ne pas rester isolés – notamment en ligne. Playlists et cantiques sur Youtube, cultes en ligne : petit tour d'horizon de ce que proposent les Églises membres du Défap. En attendant le retour des cultes en «présentiel», toujours conditionné à une amélioration de la situation sanitaire...



© Maxpixel.net

Même en version «allégée», ce deuxième confinement en quelques

mois – confinement longtemps attendu et redouté – n'en reste pas moins lourd à porter et à vivre... et la vie d'Église ne fait pas exception. Avec son quota d'incertitudes : quand sera-t-il de nouveau possible de se retrouver lors d'une célébration commune ? «Afin de tracer des perspectives, qui reposeront sur l'amélioration des conditions sanitaires, le Premier ministre et le ministre de l'Intérieur ont rappelé l'horizon fixé autour du 1er décembre prochain par le président de la République», ont indiqué les services de Matignon. Rendez-vous le 1er décembre, donc... et d'ici là, l'incertitude demeure. Une seule chose est sûre : si les cultes reprennent à cette date, ce sera dans un cadre très strict. Le ministère de l'Intérieur doit proposer un nouveau protocole «sous huit à dix jours», a indiqué le président de la Fédération protestante de France, François Clavairoly.

En attendant, les initiatives qui ont fleuri sur le web restent toujours aussi utiles et essentielles pour maintenir le lien. Cultes en ligne, chants et recueils virtuels de cantiques : chanter seul ou ensemble, mettre du rythme dans les journées, se laisser porter par les notes et les voix des autres, en ce nouveau temps de confinement il est toujours possible d'expérimenter «*Que chanter c'est prier deux fois*». Qu'il s'agisse d'animer des cultes et d'enrichir les vidéos, d'égayer un groupe de partage, de prier, de travailler en musique pendant le confinement ou après, diverses chaînes spécialisées se sont créées sur Youtube, dont [celle-ci](#).

Et pour continuer à vivre sa foi en communion malgré le confinement, les Églises membres du Défap ont mis en ligne des listes de ressources, notamment avec des rendez-vous de cultes en vidéo : voici celles mises en ligne par l'Église protestante unie de France :

- **Cultes sur YouTube et le web**

- [Le compte YouTube de l'EPUdF](#) diffuse chaque dimanche [un culte en ligne](#)
- de nombreux sites d'Églises locales

proposent des vidéos de cultes, en streaming ou en direct.

- [Notes bibliques et prédications](#)
- Prier en chantant avec le site web de [cantiques.fr](#)
- Des ressources spirituelles audio/vidéo avec le blog [l'Accroche-culte](#)
- **Méditation sur Facebook**
  - [La page de l'Église protestante unie de France](#)
  - [La page du Grand KIFF](#)
  - [La page de Théotop](#)
  - [Le groupe Instantcommunion](#)
  - [Prier avec la communauté de Taizé](#)
- **Méditation sur Instagram**
  - [Le compte de l'Église protestante unie de France](#)
  - [Le compte du Grand KIFF](#)

L'UEPAL a aussi mis à disposition une liste de paroisses faisant des cultes en ligne : disponibles sur les sites internet des Églises, en live Facebook ou par Zoom, les initiatives sont nombreuses. [Retrouvez-les ici](#).

Enfin, la Fédération Protestante de France, outre ses programmes propres, a elle aussi relayé des initiatives des Églises :

- **Les productions radio et télévision de la FPF :**
  - Le [Service protestant](#) avec France culture
  - [Présence protestante](#) avec France 2
- **Les cultes radiophoniques :**
  - [Le culte sur RCF](#) le dimanche à 18h
  - [Radio Alliance +](#) diffuse son culte en direct ou en podcast
  - **Les radios protestantes :** [voir leurs programmes](#)

---

**Ces richesses qui nous  
relient**



# **Trente ans de relations Défap/Secaar sur Fréquence Protestante**

Les actions du Défap se conçoivent avant tout au sein d'un écosystème fait d'Églises et d'institutions liées aux Églises. Exemple avec le Secaar (Service Chrétien d'Appui à l'Animation Rurale), dont le Défap est l'un des membres fondateurs, et qui regroupe aujourd'hui 19 Églises et organisations chrétiennes d'Afrique et d'Europe. Développement holistique, charte de genre, compensation carbone : sur Fréquence Protestante, les deux délégués du Défap au Secaar, Laura Casorio et François Fouchier, ont détaillé quelques-uns des enjeux de ce réseau.



*Le bureau du Secaar*

Depuis l'origine, la notion de réseau est une part fondamentale de l'identité du Défap : sa création en 1971 a coïncidé avec celle de la Cevaa, Communauté d'Églises en Mission au sein de laquelle prennent place une large part de ses actions ; il se présente comme le service missionnaire commun de plusieurs Églises protestantes de France (actuellement trois, depuis les créations de ces deux unions d'Églises que sont l'UEPAL et de l'EPUDF, mais leur nombre est allé jusqu'à cinq) ; et il entretient depuis longtemps des relations étroites avec nombre de partenaires associatifs dans le monde protestant. Ses projets, qu'ils se développent dans le domaine de la santé ou de l'enseignement, les rencontres qu'il permet, à la fois par l'envoi et par l'accueil de personnes, ont essentiellement pour but d'entretenir le lien entre Églises par-delà les frontières. Il a contribué à la création d'organismes très divers, toujours dans le monde protestant, avec à chaque fois ce même souci de maintenir le lien et les relations solidaires. Une conception qui permet au Défap d'être présent en de nombreux lieux, et partie prenante de nombre d'actions – même si cette présence reste parfois

discrète.

Exemple avec le Secaar. Le Secaar, c'est déjà une trentaine d'années d'histoire et d'expériences, une approche bien spécifique mêlant étroitement spiritualité et solidarité ; et c'est aussi une organisation dont le Défap est membre fondateur, et avec lequel il entretient des liens suivis. Le Défap a ainsi deux délégués au sein du Secaar : Laura Casorio, responsable des envoyés au sein de l'équipe des permanents du Service Protestant de Mission, et François Fouchier. Ils apportent, l'une son expérience de l'envoi de personnes, l'autre ses préoccupations environnementales et son expérience du développement durable, et plus particulièrement en tant que délégué régional du Conservatoire du Littoral. Tous deux ont eu l'occasion de revenir sur les spécificités du Secaar à l'occasion de «Courrier de Mission», l'émission du Défap sur Fréquence Protestante, le 23 septembre dernier.

## **Le Secaar, avec Laura Casorio et François Fouchier**

*Courrier de Mission – le Défap*

*Émission du 23 septembre 2020 sur Fréquence Protestante*

Au cours de cette émission, les deux délégués du Défap au Secaar ont ainsi pu revenir sur l'aspect novateur de ce réseau, qui regroupe aujourd'hui 19 Églises et organisations chrétiennes d'Afrique et d'Europe. Avec par exemple toute sa réflexion sur le développement holistique – une terminologie qui se réfère à des préoccupations que d'autres milieux d'Églises regroupent aussi sous le terme de «Mission intégrale». Le Secaar s'efforce en effet de promouvoir une vision dans laquelle les questions liées à l'économie et au développement sont en prise directe avec les questions de spiritualité : les deux ne s'opposent pas ; l'être humain est envisagé dans sa globalité, avec des besoins à la fois matériels et spirituels. Une perspective qui explique à la

fois le mode de fonctionnement et nombre d'activités du Secaar : le réseau s'implique dans des actions de lutte contre la pauvreté, dans l'accompagnement d'organismes et de communautés qui s'engagent concrètement dans la protection de l'environnement, dans la promotion d'une agriculture durable, dans le respect de la dignité humaine... Dans son fonctionnement, il a dès son origine refusé tout déséquilibre entre ses partenaires du Nord et du Sud, ce qui s'est traduit dans sa gouvernance : chaque organisme participant a une voix, le siège du Secaar a été volontairement placé en Afrique, au Togo... Comme le souligne le Suisse Roger Zürcher, qui fut vice-président du réseau, «le plus souvent, les ONG du Nord possèdent des branches en Afrique. Le Secaar, lui, a de longue date son bureau à Lomé, et c'est une volonté de mettre plus de forces là-bas qu'ici». L'accent mis sur la dignité humaine s'est aussi traduit par la volonté d'intégrer dans ses statuts l'égalité des femmes et des hommes, mais aussi par la rédaction d'une charte que le Secaar a demandé à ses membres et partenaires d'entériner.

Les actions du Secaar se déploient ainsi selon cinq axes de travail : le développement intégral (considérer l'être humain comme une créature avec des besoins matériels mais également relationnels et spirituels), l'agroécologie (maintenir les équilibres des écosystèmes), le climat et l'environnement (système alimentaire mondial plus juste, avec respect de l'environnement), les droits humains (promotion de la dignité humaine et accès équitable aux ressources), et la gestion de projet (accompagnement et/ou suivi). Au-delà de son soutien aux ONG ou Églises membres, le Secaar cherche à apporter une réflexion théologique aux acteurs de développement et une réflexion sur le développement aux théologiens. Des actions pour lesquelles il travaille en collaboration régulière avec le Défap et son homologue suisse, DM-échange et mission : le Défap a, par exemple, envoyé la bibliste Christine Prieto pour travailler sur un cycle de formations bibliques, qui a abouti à l'édition d'un ouvrage conçu pour aider des groupes à

réfléchir sur la question du développement dans une perspective biblique. DM fournit pour sa part un appui régulier à la communication du Secaar.

*Retrouvez ci-dessous quelques témoignages en vidéo illustrant la diversité des actions et des partenariats du Secaar :*

---

# **Nouvelle-Calédonie : une Nation pour tous**

Ce texte, que nous diffusons à l'approche du référendum du 4 octobre 2020 en Nouvelle-Calédonie, a été rédigé par le Pasteur Daniel WEA, de l'Église Protestante de Kanaky Nouvelle-Calédonie. Un texte qui reste marqué par la volonté de défendre l'identité Kanak – un sujet tellement sensible qu'il a largement influé sur la composition du corps électoral pour ces référendums d'autodétermination. Un texte qui se veut aussi politiquement engagé, et qui va au-delà des positions

affichées aujourd'hui par l'EPKNC. Il ne se prétend pas porteur d'un discours officiel de son Église ; mais il est révélateur des évolutions et des interrogations qui l'ont traversée et la travaillent encore aujourd'hui, face à une société certes multiculturelle, mais divisée et où les Kanaks cherchent encore leur place, et où le «destin commun» évoqué par le préambule de l'Accord de Nouméa reste encore à construire.



*Août 2017 : lors du synode de l'EPKNC en Nouvelle-Calédonie ©  
Défap*

Nous sommes originaires d'un pays où la terre est mère nourricière mais où la terre-mère continue depuis la nuit des

temps à dissimuler des vestiges de son histoire à ses enfants. Une terre d'accueil qui porte encore en elle des stigmates douloureux du passé et qui ne cesse de porter les inégalités et les injustices humaines à l'heure où on veut construire un avenir meilleur pour nos enfants.

À la veille du référendum du 4 octobre 2020 pour le « OUI » ou « NON » à l'indépendance de la Kanaky Nouvelle-Calédonie, le peuple de Dieu, habitant sur cette terre nourricière, est divisé entre deux groupes politiques représentant le clivage classique entre la droite représentée par les non-indépendantistes et la gauche par les indépendantistes. Deux groupes politiques qui s'opposent depuis 1946, la fin du régime de l'indigénat et des modalités du travail forcé mises en place par l'État français en 1887.

L'histoire de la Kanaky Nouvelle-Calédonie a été jonchée de périodes difficiles et douloureuses depuis la prise de possession de notre pays par l'État français en 1853.

Depuis, des hommes et des femmes, par leur foi en l'Évangile de Jésus-Christ avant tout et celle en leurs capacités humaines tout simplement, se sont toujours engagés à accompagner au mieux le peuple de Dieu dans ces traversées de désert.

Dans ces temps de confusion et de troubles, l'Église EPKNC a toujours relevé le défi d'accomplir sa mission d'accompagnement du peuple au travers des mots, gestes, messages, postures, mutations, développement et émancipation, grâce aux hommes et aux femmes auxquels Dieu a suscité une mission évangélique et sociale dans le pays.

La civilisation occidentale, et le développement socio-économique qu'apporte la colonisation en Nouvelle-Calédonie, génèrent inévitablement des clivages et des fractures sociales dans la population et notamment autochtone. Dans les années 1970, L'Église Évangélique en Nouvelle-Calédonie et aux Îles

Loyauté s'inquiète du devenir de son pays et du bien-être de ses hommes et femmes, enfants de Dieu. Et en 1979, lors de son Synode à Guarou, Houaïlou, elle prend position pour l'indépendance de la Kanaky Nouvelle-Calédonie.

À la suite de cette prise de position pour l'indépendance en passant par la période de troubles et de révoltes (couramment appelée « les événements ») de la population locale indépendantiste des années 80, et jusqu'à aujourd'hui, l'EENCIL a toujours joué un rôle important dans l'accompagnement du peuple de Dieu, dans la médiation entre les uns et les autres pour une stabilité sociale et économique, en référence à Christ et à son Évangile.



© WEA Kuanene Daniel

Dans sa démarche évangélique et son implication dans la vie sociale, culturelle, politique et syndicale dans le pays, l'EENCIL a œuvré avec les autres communautés chrétiennes,

comme l'Église Catholique locale, pour la réconciliation des familles, des clans, des villages, et tout simplement des hommes et des femmes qui les composent, en veillant à leur restituer leurs droits, quelle que soit la couleur de leur peau.

À l'heure où les deux blocs politiques opposés s'acharnent encore à choisir le nouveau nom au pays, l'EENCIL, durant son Synode de 2014, à Thuahaik Lifou, opte pour le changement de son nom et devient « Église Protestante de Kanaky Nouvelle-Calédonie ». Une démarche qui s'inscrit encore dans sa mission d'accompagnement en témoignant et proclamant autour d'elle qu'il y a un temps pour chaque chose. Il y a eu un temps où l'on a fait la guerre et il y a eu un temps pour la réconciliation et voici venir le temps de se tenir la main pour construire ensemble notre pays d'aujourd'hui pour demain. Par son nouveau nom, l'EPKNC affirme solennellement son soutien et son désir de s'impliquer avec sagesse, humilité et respect dans la construction de notre pays sans faire de distinction entre les hommes qui l'habitent, tous enfants de Dieu.

Aujourd'hui le pays a besoin de se construire avec les vraies valeurs humaines c'est-à-dire culturelle, chrétienne, et socio-politique, et pour ce faire, il a besoin d'hommes et de femmes capables de dépasser les clivages de la société pour rassembler et fédérer, pour unir dans la diversité, ce que peu d'hommes peuvent faire : renoncer, partager et dessiner des chemins de croissance.

Malheureusement, la réalité et l'actualité politique locales révèlent que le peuple de Dieu, enraciné sur cette terre nourricière, assiste passivement à un débat politique décevant, décourageant et désorienté.

Ainsi, plus que jamais, le peuple se trouve en attente d'une parole, d'une déclaration pour redonner confiance à la communauté kanak qui s'est émiettée et à la population

calédonienne en général. Les notions de « destin commun » ou de « citoyenneté commune » dont on espère l'émergence demeurent abstraites et insatisfaisantes, à notre sens. Chacun se réfugie derrière ses préoccupations, ses droits, négligeant en partie ses devoirs et ses obligations.

On a bien constaté chez nos politiciens non-indépendantistes et indépendantistes durant les dernières élections, l'absence totale d'une volonté d'unité politique pour construire l'avenir du pays et le destin commun tant clamé dans les discours et l'acharnement à la victoire exclusive.

Il nous paraît souvent triste de constater la pauvreté de la sémantique politique locale d'une part et d'autre de l'échiquier politique. Nombre d'entre eux, hommes et femmes, ont tendance à négliger le facteur humain et font apparaître qu'ils l'ont exclu de leur engagement et de leur combat politiques.

Il reste donc essentiel, pour que nos responsables politiques puissent mener humainement leur exercice, que l'Église accomplisse sa mission de veiller et de scruter, à tout moment, les signes des temps et de les interpréter à la lumière de l'Évangile, de telle sorte qu'elle puisse répondre, de la manière la plus adaptée possible à la réalité contextuelle, aux questions existentielles des hommes sur leur présent et leur futur ainsi que sur leur « vivre ensemble ».

À mon sens, l'Église en général a le devoir, non seulement parce que c'est sa mission, mais encore parce qu'elle est aussi actrice de la construction de notre pays, d'encourager chacun à s'élever et se situer au-dessus de la mêlée.

À mon sens, en rapport avec le devenir de notre pays, nous devons continuer à inviter les uns et les autres à reprendre souffle pour une compréhension de l'homme dans sa totalité et ne pas nous laisser entraîner par la séduction de l'argent, qui devient facilement une idolâtrie dans la politique

économique actuelle et à nous inciter à bâtir une économie digne de l'humain ici dans notre pays. Nous devons veiller à préserver ou encourager les préoccupations d'ordre éthique en développant les notions de don et de gratuité au cœur même de l'économie. Cela pour répondre au scandale des inégalités économiques et sociales excessives entre les membres des familles humaines, afin de rechercher les conditions sociales qui permettront à notre communauté humaine, comme à chacun de ses membres de s'épanouir dans le bien et d'accéder au bonheur dans tout le pays.

À mon sens, pour ce faire, nous devons relever le défi de la foi et de la confiance en allons voter « OUI » le 4 Octobre pour l'indépendance de la Kanaky-Nouvelle Calédonie. J'estime que voter « OUI » c'est reconnaître le peuple Kanak premier occupant de cette terre et en droit de revendiquer son indépendance sur cette terre qui lui appartient. Aujourd'hui le Kanak ne peut accepter d'être toujours assisté et dominé par d'autres ethnies.

L'Évangile appelle « au soutien des opprimés ». Et comme nous rappelle la position de l'Église EPKNC en 1979, « la dimension universelle d'une Église nous rappelle que nous voulons être des responsables chez nous mais l'exigence évangélique nous demande aussi de respecter les minorités ».

La Kanaky appartenant historiquement au peuple Kanak, est devenue depuis Nainvilles-les-Roches le pays aussi des victimes de l'histoire.

Il est grand temps pour nous de faire chemin ensemble dans la construction de notre pays tout en respectant nos différences culturelles et politiques. L'indépendance est une solution pour réinventer une société en rapport avec le contexte culturel et social de notre future nation, la Kanaky-Nouvelle Calédonie, digne de l'Océanie. S'engager pour un pays libre c'est accepter d'être « acteur » dans la construction de notre future nation et de pouvoir créer des nouvelles passerelles

dans le Pacifique, dans l'Océanie et au niveau international car la liberté nous conduit à l'ouverture vers son prochain.

Que la paix de notre Seigneur vous accompagne et puisse aussi bénir notre pays la Kanaky-Nouvelle Calédonie.

Oleti \*.

*\* Oleti signifie "merci" en Drehu, la langue Kanak la plus parlée en Nouvelle Calédonie*

---

**Confinement : un temps hors du temps**



Chargement...

---

# Évangélisation en Europe francophone

Chers amis, frères et sœurs,

A la suite du colloque qui s'est tenu au Défap le 11 octobre : « Vers une nouvelle économie de la mission : Parole aux Églises », nous avons prévu un Forum du 8 au 10 mai 2020 à Sète sous forme d'ateliers de la mission : « Chrétiens tous ensemble : quelle(s) mission(s) partager ? » ; Aujourd'hui nous ne savons pas du tout si cet événement pourra avoir lieu. Cependant nous vous invitons à y travailler en partageant deux articles à télécharger ci-dessous, écrits par le Pasteur Evert van de Poll, de la Fédération des Églises évangéliques baptistes de France, qui est professeur en sciences religieuses et en missiologie à la faculté évangélique de Louvain en Belgique.

[Paradoxe de l'Europe ; en quoi est-elle encore « chrétienne » ?](#) par Evert VAN DE POLL

[Dans quel sens l'Europe est-elle « postchrétienne » ?](#) par Evert VAN DE POLL

Ces deux textes font partie du livre publié sous la direction de Hannes Wiher, *Évangélisation en Europe francophone*. Charols, Excelsis 2016.



enfant lisant la Bible © Pixabay

---

# « La Mission et les autres. Évènements et grands textes »



Le Centre Maurice-Leenhardt, en partenariat avec le

Service protestant de mission – Défap, organise le jeudi 27 février 2020 une journée d'étude intitulée : « *La Mission et les autres. Évènements et grands textes* ». de 10h à 17h.

Au Défap, 102 boulevard Arago 75014 Paris



## Programme :

**Marc Boss**, IPT-Paris : « *Le Parlement mondial des religions : 1893, 1993, 2018* »

**Pierre Diarra**, Institut catholique de Paris – ISTR et Université Sorbonne Nouvelle Paris 3, « *La lettre apostolique Maximum illud, cent ans après* »

**Claire-Lise Lombard**, Service protestant de mission-DEFAP : « *Le scoutisme à Madagascar : méthode de recherche et sources* »

Soutenance de Mémoire M1 de M. **Désiré Andrianarivo** : « *La vie et l'organisation des tirailleurs malgaches protestants en France en 1916-1917* ». Jury : Gilles Vidal, Marc Boss

Inscriptions auprès du secrétariat de la Faculté de Montpellier : [secretariat@iptmontp.org](mailto:secretariat@iptmontp.org)

Contact : M. Boss / G. Vidal

<https://iptheologie.fr/programme-cml-2019-2020-2>

---

# **Une journée d'hommage à Jean-Daniel Causse**

Le 7 décembre, une journée d'hommage à Jean-Daniel Causse, brutalement disparu il y a près d'un an et demi à l'âge de 55 ans, est organisée à Montpellier. L'événement associe la Société de Psychanalyse Freudienne et l'Institut Protestant de Théologie – Faculté de Montpellier avec le Département de Psychanalyse et le Laboratoire CRISES – Université Paul-Valéry Montpellier 3.



*Jean-Daniel Causse © IPT*

Professeur d'éthique et d'études psychanalytiques à Montpellier, le pasteur Jean-Daniel Causse a disparu il y a près d'un an et demi, de manière subite, le 9 juin 2018. Il avait 55 ans. Il avait d'abord été maître de conférences, puis professeur d'éthique à l'Institut protestant de théologie à Montpellier de 1997 à 2007. Nommé professeur d'études psychanalytiques à l'université Paul-Valéry-Montpellier 3, il était devenu directeur du département de psychanalyse. Ses travaux portaient sur l'articulation de la psychanalyse et des sciences religieuses, notamment les structures inconscientes de la croyance et ses dimensions cliniques, et l'avaient amené à étudier des auteurs tels que Luther, Freud, Bonhoeffer, Levinas, Lacan et Ricœur. Tout au long de ces années, Jean-Daniel Causse a toujours contribué à la vie de l'Église protestante unie de France (anciennement Église réformée de France), à travers ses cours, ses conférences,

l'accompagnement des étudiants, sa participation aux travaux des synodes et du Conseil national.

Le 7 décembre, une journée est organisée à Montpellier pour rendre hommage à l'homme et à ses travaux. Contre les forces de désintégration et de peur, Jean-Daniel Causse fut l'homme «d'une décision» éthique : celle de continuer à croire «au progrès dans la vie de l'esprit», selon le mot de Sigmund Freud. À croire en la valeur du lien symbolique qui relie les humains, en la valeur d'une parole qui s'est énoncée une première fois au Sinaï et qui depuis ne cesse de nous inviter à de nouveaux commencements. À croire à un lieu de vérité où s'ouvre un «encore possible» dans lequel une réalité qui pourra être vécue et habitée avec les autres trouve alors sa consistance d'être. C'est à cette vérité de l'inconscient, à laquelle n'a cessé de croire Jean-Daniel Causse, que cette journée d'hommage sera consacrée.

L'événement est organisé par la Société de Psychanalyse Freudienne et l'Institut Protestant de Théologie – Faculté de Montpellier avec le Département de Psychanalyse et le Laboratoire CRISES – Université Paul-Valéry Montpellier 3. Il se déroulera à l'Auditorium – Site Saint-Charles 2, rue du professeur Henri Serre à Montpellier.

## **Au programme :**

**Présidence de Pascale RENAUD-GROSBRAS (Institut Protestant de Théologie, Faculté de Montpellier)**

**9h15** : Ouverture par Patrick GUYOMARD (SPF)

**9h30** : Anne BOURGAIN (Département de psychanalyse, Université Paul-Valéry Montpellier 3)

*Jean-Daniel Causse. L'éthique du don en partage*

**10h15** : Guilhen ANTIER (Institut Protestant de Théologie)

*D'une vérité qui parle et se tait. Lecture croisée de Lacan et Kierkegaard*

**11h15** : Pascale de CHARENTENAY (SPF)

*Étrange proximité d'un Autre*

**12h** : Discussion des interventions de la matinée

**12h30** : Déjeuner

**Présidence de Pascale MACARY-GARIPUY (Département de psychanalyse, Université Paul-Valéry Montpellier 3)**

**14h** : Élian CUVILLIER (Institut Protestant de Théologie)

*Penser la théologie avec la psychanalyse. Témoigner de la fécondité d'un héritage*

**14h45** : Monique DAVID-MÉNARD (SPF)

*L'excès du désir et ses variantes dans Lacan et le christianisme*

**15h45** : Patrick GUYOMARD (SPF)

*Dieu est inconscient*

**16h30** : Discussion des interventions de l'après-midi

---

## **COP 25 : #Time for action**

«#Time for action» – le moment d'agir : c'est le slogan choisi en ce début décembre pour la COP 25, rendez-vous réunissant des représentants de près de 200 États et destiné à faire le point sur les engagements internationaux en matière de lutte contre le réchauffement climatique. Des préoccupations que devraient porter nombre de représentants de la société civile, en dépit de la délocalisation du sommet, initialement prévu au Chili, à Madrid ; et au sein des Églises aussi, les plaidoyers ou les actions en faveur

du climat s'organisent.



*District de Kurigram, nord du Bangladesh : un enfant patauge dans les eaux sur le chemin de l'école lors des inondations d'août 2016. © UNICEF/Akash*

L'Ifema, au Campo de las Naciones, à Madrid : c'est là, dans ce vaste bâtiment disposant de 200.000 m<sup>2</sup> de surface utile, que se tient pendant un peu moins de deux semaines la COP 25, la 25ème Conférence des Parties, censée coordonner les efforts internationaux en matière de lutte contre le réchauffement climatique. Un rendez-vous délocalisé en urgence : prévu à l'origine au Chili, il a dû trouver un nouveau pays d'accueil du fait des forts mouvements de contestation sociale lancés dans ce pays. Au pied levé, l'Espagne s'est proposée – proposition acceptée par l'Onu ; avec à la clé un défi pour le pays organisateur, qui disposait d'un mois à peine pour organiser l'événement, alors même que des élections législatives avaient lieu le 10 novembre ; et un problème quasi-insoluble pour un bon nombre des 25 000 délégués initialement attendus à Santiago, en particulier des milliers

de participants issus de la société civile venus assister aux débats et tenter d'influencer les négociateurs officiels. Pour l'ONG internationale ActionAid, la relocalisation de la COP «présente de réels obstacles à la participation de pays du Sud et de la société civile», notamment concernant les visas et les coûts. D'où le risque que les plus concernés par le changement climatique soient justement les plus mal représentés à cette COP 25... Mais au-delà d'ActionAid, nombre d'observateurs craignent que ce rendez-vous ne soit pas à la hauteur de l'urgence, en dépit du slogan choisi : «#Time for action»: le moment d'agir.



*L'Ifema, à Madrid © Wikimedia Commons*

L'accord de Paris de 2015 prévoyait que les quelque 200 pays signataires révisent d'ici fin 2020 leurs engagements de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Pour l'instant, 68 pays se sont engagés à revoir à la hausse ces engagements. Mais en dépit de leur nombre, ils ne représentent que 8% des émissions mondiales. Les principaux concernés, comme la Chine ou l'Union Européenne, n'ont pas encore dévoilé leur position ; quant aux États-Unis, ils ont confirmé leur retrait de l'accord de Paris l'an prochain.

# Les questions environnementales ne sont plus du seul ressort des spécialistes ou des militants

Et entre-temps, les émissions de CO<sub>2</sub> augmentent dans le monde. Selon le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC), l'objectif de rester sous les 2°C de réchauffement n'aurait une chance d'être atteint qu'en restant en-deçà de la barre des 450 ppm de CO<sub>2</sub> – cette unité en «parties par million» étant ce qui permet de mesurer la concentration d'un gaz dans l'atmosphère. Or, le dernier record en la matière a été enregistré le 15 mai dernier par l'Agence américaine NOAA (National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA) à Hawaï : 415,64 ppm. Il y a 11 ans, en 2008, ce taux était inférieur de 25 ppm. Autant dire qu'à ce rythme, la barre des 450 ppm de CO<sub>2</sub> sera allègrement dépassée avant 20 ans. Alors qu'avant l'ère industrielle, le taux de concentration du CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère oscillait autour des 280 ppm. Les rejets industriels étant aggravés par la déforestation, puisque les végétaux fixent le carbone de l'atmosphère ; avec comme conséquence supplémentaire un recul drastique de la biodiversité, car avec les forêts qui disparaissent, ce sont autant d'espèces animales et végétales qui déclinent. En 2018, 12 millions d'hectares de forêts tropicales ont disparu. Pour la seule forêt amazonienne, ce sont 1,3 million d'hectares qui ont disparu l'an dernier. Les effets du changement climatique se font désormais sentir partout, y compris dans les zones tempérées : en témoigne la canicule inédite qu'a connue la France au cours de l'été 2019, avec des températures jamais enregistrées depuis qu'il existe des relevés internationaux, c'est-à-dire depuis 1880. Ainsi, le 28 juin dernier, c'est un record de 46,2 degrés qui a été enregistré à Verargues, dans l'Hérault. Il y a vingt ans seulement, un tel événement aurait paru relever de la science-fiction. Mais il ne s'agit plus de science-fiction...

*Carte animée des anomalies de températures enregistrées au niveau mondial entre 1880 et 2017 © Nasa/Akash*

Au Sommet Action Climat qui s'est tenu fin septembre au siège des Nations Unies à New York, le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a lancé un vibrant appel à l'adresse des dirigeants du monde, leur rappelant qu'ils avaient l'obligation «de tout faire pour mettre fin à la crise climatique». Lors de la Conférence de Bonn sur le changement climatique (SB50), en juin dernier, Patricia Espinosa, Secrétaire exécutive de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), a prévenu que la communauté internationale doit se «montrer à la hauteur de (sa) responsabilité collective» et veiller à ce que l'ambition de l'action pour le climat soit rehaussée dans la mesure du possible «afin que les pires conséquences du changement climatique soient évitées». Et d'insister : «Nous ne pouvons plus nous permettre des progrès graduels pour lutter contre le changement climatique – nous devons procéder à des changements profonds, transformationnels et systémiques dans l'ensemble de la société, ce qui est crucial pour un avenir à faibles émissions, hautement résilient et plus durable».

Alors que les conséquences des changements climatiques, de la

déforestation, de l'épuisement des ressources naturelles font peser des menaces sur l'avenir de toute l'humanité, et notamment des plus fragiles, les questions environnementales ne sont plus du seul ressort des spécialistes ou des militants écologistes. Les Églises s'en sont également saisies, aux côtés de nombreux mouvements citoyens. Au niveau international, les initiatives sont nombreuses ; et dans ces plaidoyers de chrétiens en faveur de la création, [l'implication du Conseil œcuménique des Églises](#) est particulièrement révélatrice : dès les années 1970, le COE a contribué à l'élaboration du concept de communautés durables. Depuis l'adoption, en 1992, de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, il est [présent à toutes les conférences de l'ONU sur le climat](#).